



AFFAIRES

La Banque africaine de l'énergie s'apprête à ouvrir ses guichets

Les ministres des pays membres de l'Organisation des producteurs de pétrole africains se sont retrouvés hier dans la capitale congolaise où ils ont apporté les derniers réglages dans la perspective de l'ouverture en juin prochain des guichets de la Banque africaine de l'énergie. Cet établissement bancaire doté d'un capital initial d'environ 3000 milliards de francs CFA devra permettre de financer les projets pétroliers et gaziers sur le continent africain.

Page 3

Le ministre s'adressant à ses pairs en conférence/Adiac



BOIS

Des acteurs appellent à l'arrêt des exportations des grumes



Les participants à un atelier organisé à Brazzaville sur le secteur forestier ont plaidé pour l'application stricte de la

Les organisateurs échangeant avec la presse/Adiac mesure communautaire relative à l'interdiction des exportations du bois en grume. Portant sur le thème « La mise en œuvre de l'interdiction nationale d'exportation des grumes : une approche multi-acteurs », cette rencontre a réuni les acteurs du secteur public et privé, la société civile, les partenaires techniques et financiers.

Page 2

ACTION DE L'ETAT EN MER

Alger entend appuyer Brazzaville

L'Algérie veut soutenir la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la mer et les eaux continentales en République du Congo. Son représentant diplomatique dans le pays, Azzedine Riache, l'a annoncé le 2 avril lors d'un entretien avec le secrétaire permanent du Comité interministériel de l'Action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck.



Page 16

Échange entre Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck et la délégation algérienne conduite par son ambassadeur

CULTURE

Le Festival Slamouv démarre dans une semaine

L'Institut français du Congo de Brazzaville va vibrer du 10 au 13 avril au rythme de la quatrième édition du Festival Slamouv, un rendez-vous international de poésie. A une semaine de l'événement, la pression monte déjà du côté de l'équipe d'organisation.



Page 16

Le panel lors de la conférence de presse prélude à la 4e édition du Slamouv

Éditorial

Emulation !

Page 2

ÉDITORIAL

Emulation !

L'organisation, dans les prochains mois, d'une Foire agricole annoncée par le président de la République pour stimuler la production des produits vivriers suscite, d'ores et déjà un engouement chez les agriculteurs du pays. Une sorte d'émulation qui permettra aux départements d'exposer les produits de leur terroir et valoriser les acteurs, tout en développant les échanges de savoir-faire.

Encourageante, au regard de la forte dépendance du pays en denrées alimentaires, l'initiative vise à accroître la production agricole. Autant, il faut convenir des modalités de son organisation et définir les critères de sélection pour faire en sorte que se rencontrent les travailleurs de la terre et les consommateurs, notamment les ménages, les commerçants et restaurateurs, sans omettre les entreprises de transformation agroalimentaires.

Procéder de la sorte favorisera sa durabilité en évitant, comme par le passé, les erreurs des précédentes initiatives jugées infructueuses pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. Le cas des villages agricoles et le projet de développement des pistes agricoles figurent parmi tant d'autres échecs en dépit d'importantes sommes d'argent investies.

Aujourd'hui, la création de zones agricoles protégées ouvre des perspectives prometteuses pour accroître la production de maïs, de manioc, de banane et de soja. Pérenniser ces incubateurs devrait prendre en compte l'amélioration des infrastructures de transport des produits vers les grands centres de consommation combinée à un soutien des agriculteurs par le biais de formations afin d'optimiser les rendements et peut-être apprendre à maîtriser les techniques de transformation des produits pour générer une valeur ajoutée significative.

Une responsabilité que les pouvoirs publics se doivent d'assumer pleinement.

Les Dépêches de Brazzaville

SECTEUR FORESTIER

Les acteurs plaident pour l'interdiction stricte de l'exportation des grumes du Congo

Un atelier de réflexion sur «La mise en œuvre de l'interdiction nationale d'exportation des grumes : une approche multi-acteurs» a réuni, le 2 avril à Brazzaville, les représentants de diverses structures. Au terme des échanges, plusieurs recommandations ont été prises dont l'application pure et simple de la loi interdisant l'exportation des bois en grumes.

L'atelier a été initié par le Centre d'action pour le développement et a permis aux participants issus des organisations de la société civile, des organisations patronales, des partenaires techniques et financiers puis des ministères et autres administrations clés de discuter des sujets sur l'afforestation et l'industrialisation du secteur forestier. Il a été également évoqué les retombées positives de l'application formelle de la loi n°16-2000 du 20 novembre 2000 puis du nouveau code forestier de 2020 qui interdisent l'exportation du bois en grume et obligent leur transformation locale; le partage des mises à jour et informations crédibles nécessaires pour identifier les obstacles à l'effectivité de la loi et autres stratégies concernant son exécution.

Les participants à l'atelier ont demandé l'amélioration de la gouvernance forestière à travers l'installation des industries de transformation de bois en République du Congo. Selon eux, l'industrialisation est une opportunité pour l'économie locale. « Ce plaidoyer s'inscrit dans un développement intégré puisque ses retombées profiteront non seulement à la population vivant dans les zones forestières, mais aussi à l'économie nationale ainsi qu'aux entreprises », ont-ils expliqué.



Les organisateurs échangeant avec la presse/Adiac

Plusieurs autres recommandations ont été faites à l'endroit de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), du gouvernement congolais, de la société civile ainsi que des autorités décentralisées. Il s'agit, entre autres, de renforcer le suivi de l'application en mettant en place un comité interministériel; d'augmenter la capacité énergétique de la zone économique de Pointe-Noire pour soutenir l'industrialisation; de mettre en place un groupe de suivi, d'évaluation et de pression pour garantir l'application des mesures,...

Cet atelier a permis d'identifier les obstacles avant de mettre en place des solides propositions en termes d'action et mécanisme devant accompagner l'effectivité de l'interdiction d'exportation de grumes du pays.

Notons que la Cémac a approuvé le cadre institutionnel et réglementaire pour la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation durable de la filière bois dans le bassin du Congo en 2020. Afin d'accélérer l'industrialisation de cette filière, elle a interdit, depuis le 1er janvier 2023, d'exporter le bois sous forme de grumes.

Rude Ngoma

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

BANQUE AFRICAINE DE L'ÉNERGIE

L'ouverture des guichets prévue pour juin

Les derniers réglages avant le lancement effectif de la Banque africaine de l'énergie (AEB) ont été opérés, le 3 avril, par les ministres de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO). Ils ont finalisé les questions liées aux participations au capital de l'AEB ainsi qu'au choix du siège situé au Nigéria.

La quarantième session extraordinaire du conseil des ministres de l'APPO, présidée par le ministre congolais des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, était principalement consacrée au dossier de la Banque africaine de l'énergie. L'opérationnalisation de cette banque spécialisée est attendue par les producteurs africains de pétrole confrontés à un manque de financements dans le secteur de l'énergie. Avec un capital initial estimé à environ 3000 milliards FCFA, cette future institution financière panafricaine a pour vocation de financer les projets pétroliers et gaziers sur le continent, en l'absence d'investissements étrangers dans les énergies fossiles.

Le déploiement de l'AEB se précise après plusieurs mois de tractations, notamment entre l'APPO et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), basée au Caire, en Égypte. La mobilisation des fonds est en cours, avec plusieurs pays ayant

déjà apporté leurs contributions. « Il est essentiel de tenir rapidement les premières assemblées générales de la banque pour nommer les administrateurs, le conseil d'administration et le directeur général. Nous comptons nous appuyer sur l'expérience d'Afreximbank, qui est une banque régionale. Avec les engagements des uns et des autres, nous sommes convaincus d'atteindre le minimum requis pour démarrer dès le mois de juin », a déclaré le ministre Bruno Jean Richard Itoua.

Concernant les participations au capital de l'AEB, Afrximbank devrait apporter une part substantielle, tandis que le Nigéria, qui accueille le siège de la banque, a approuvé un apport de 100 millions de dollars, dépassant ainsi les 83,33 millions de dollars requis pour les États membres. Le choix du siège sera finalisé avant la fin de ce deuxième trimestre, a indiqué le président du conseil des mi-



Le ministre s'adressant à ses pairs en conférence Adiac

nistres de l'APPO. Il considère le projet de l'AEB comme la pierre angulaire du financement des projets énergétiques à travers l'Afrique, tout en promouvant l'innovation, la durabilité et la

croissance économique.

Outre l'état d'avancement du projet de l'AEB, le conseil des ministres de l'APPO a également statué sur le texte régissant le poste de secrétariat général de

l'institution. Le deuxième mandat de l'actuel secrétaire général étant arrivé à son terme, le conseil s'emploie à désigner son futur remplaçant.

Fiacre Kombo

DÉVELOPPEMENT

Des échanges pour la modernisation du secteur des transports

La ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a reçu en audience, le 1er avril à Brazzaville, Abdourahamane Diallo, coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, ainsi que Nardos Bekele-Thomas, secrétaire exécutive de l'Agence de développement de l'Union africaine-Nepad pour échanger sur la modernisation du secteur des transports au Congo.

L'essor des transports permet d'améliorer la compétitivité des entreprises en facilitant le commerce ainsi que la mobilité des biens et des personnes. Il génère également des milliers d'emplois dans la construction, la gestion, la maintenance des infrastructures.

Dans le cadre de la coopération entre la République du Congo et les Nations unies, Abdourahamane Diallo entend s'acquitter de l'engagement de son institution visant à accompagner le Congo dans la modernisation des transports.

En effet, en tant qu'élément de croissance économique, de création des emplois et de brassage de la population, les transports routiers, ferroviaires, aériens et maritimes, constituent un levier pour la santé, l'éducation, les transferts au niveau de la sous-région et, pour la notoriété du Congo au niveau de l'intégration régionale en Afrique centrale, selon Abdourahamane Diallo.



Une séquence de l'audience entre la ministre et la délégation conduite par Nardos Bekele-Thomas/Adiac

Au sortir de l'audience qui a duré près d'une heure avec la ministre, le diplomate onusien a réitéré la volonté des Nations unies de continuer de travailler avec la République du

Congo pour le développement des transports. « Il y a des thématiques qui sont insoupçonnées que l'ensemble d'équipe pays peut aider à renforcer; à développer au niveau de ce

ministère », a-t-il indiqué.

Vers un financement des infrastructures

La ministre des Transports s'est entretenue également avec Nar-

dos Bekele-Thomas, secrétaire exécutive de l'Agence de développement de l'Union africaine-Nepad sur le programme d'intégration des infrastructures de transport, notamment les routes, les rails, les ponts, et autres.

Très optimiste, la secrétaire exécutive de l'Agence de développement de l'Union africaine-Nepad envisage de travailler avec le ministère des Transports sur la réhabilitation des infrastructures. A cet effet, le forum de financement des infrastructures est envisagé pour la matérialisation des projets communs. « Donc nous allons travailler ensemble, c'est une initiative, un concept, une idée. Mais je suis sûre qu'ensemble, on va le faire, comme ça nous allons amener les investisseurs qui sont Africains mais aussi ceux qui sont en dehors de l'Afrique ici et avoir des discussions sur les projets. On va mettre un mécanisme pour la transformation des idées en projets bancables », a-t-elle notifié à la presse.

Fortuné Ibara



VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

ENVIRONNEMENT

Le Congo veut valoriser les initiatives locales de réduction des déchets

Les délégués des organisations de la société civile, les partenaires au développement et ceux du ministère de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo (MEDDBC) se sont retrouvés, le 29 mars à Brazzaville, autour d'un atelier de sensibilisation exaltant la Journée internationale «Zéro déchet» et mettant en avant les initiatives locales de réduction des déchets.

Des échanges étaient centrés sur la promotion des pratiques de consommation et de production responsables, ainsi que sur la gestion durable des déchets urbains afin de réduire notre empreinte écologique.

Au cours des travaux, les participants ont été sensibilisés aux impacts environnementaux de l'industrie de la mode et du textile afin de recycler les déchets et d'assainir le bien commun, «l'environnement», en mettant en avant les initiatives locales et internationales qui contribuent à la réduction des déchets.

La mode est l'une des industries les plus polluantes au monde. Ainsi, le recyclage des textiles, l'utilisation de matières premières écologiques et la promotion de l'économie circulaire sont des suggestions émises par les participants au séminaire.

Séance tenante, la ministre a souligné l'urgence d'adopter des pratiques durables dans les secteurs hautement polluants. « Il est impératif de repenser nos modes de production et de consommation afin de préserver nos écosystèmes et de réduire la pression sur nos ressources naturelles », a sou-



ligné Arlette Soudan-Nonault. Les organisations de la société civile vont se constituer en une plateforme pour œuvrer davantage sur les pratiques durables et non polluantes de l'environnement. « Il faut comprendre aujourd'hui que la question de la gestion des déchets est très importante et nécessite une implication citoyenne. Nous ne devons pas laisser cela entre les mains de l'Etat, bien au contraire, les organisations de la société civile avec le partenaire au développement doivent sensibiliser la population à avoir les comportements écoresponsables », a déclaré Kaya Mikala, représentant de l'ONG Eco

Classe 2024. En 2025, l'humanité va générer entre 2,1 et 2,3 milliards de tonnes de déchets solides municipaux. Si rien n'est fait, ce chiffre pourrait augmenter de 70 % d'ici à 2050. Cette journée internationale «Zéro déchet» vise à sensibiliser à l'importance de prévenir et de minimiser les déchets, et à promouvoir une économie circulaire.

La dynamique de promotion des modes de consommation responsables et de lutte contre la pollution textile reste des enjeux majeurs pour l'avenir de la planète. C'est ainsi que Baclan Christ Charly Mbemba, président départemental du Parlement des enfants du

Les délégués de la société civile et les officiels

Adiac Congo, a réagi : « La question de l'environnement n'affecte pas que les adultes, au contraire plus d'enfants sont touchés par les effets de déchets polluants et la dégradation de l'écosystème. Nous, en tant que représentants des enfants au Parlement, avons fait part à la ministre de nos préoccupations concernant la promotion du système de financement des entreprises qui œuvrent dans le textile et la mode de manière [...], l'adaptation des textes pour sensibiliser les enfants, parce que lorsqu'un enfant voit un document qui n'a que des écrits ne comprend rien, mais il faut que cela soit ca-

ricaturé par des dessins ou images afin qu'il comprenne mieux ».

Au terme des travaux de l'atelier, la ministre de l'Environnement a réaffirmé l'engagement du gouvernement congolais à accompagner la transition vers un développement plus durable et à renforcer la coopération avec les acteurs de la société civile et internationaux pour un avenir sans déchet.

« Malgré les efforts du gouvernement, quelques faiblesses sont à relever au niveau de la gestion des déchets municipaux, du fait, entre autres, de leur diversité. Les déchets du domaine de la mode et du textile n'ont pas encore fait l'objet d'une étude scientifique. Ensemble, faisons en sorte que cette journée soit le point de départ d'un changement durable et positif. Ces éléments de langage mettent en avant l'importance de la Journée internationale «Zéro déchet» et encouragent l'engagement de tous les acteurs pour un avenir plus durable », a conclu Arlette Soudan-Nonault.

Fortuné Ibara

TRAFIC DES PEaux DE PANTHÈRES

Trois présumés délinquants fauniques vont comparaître à Dolisie

Interpellés pour trafic de deux peaux de panthères, trois prétendus délinquants de la faune comparaîtront, le 4 avril, à Dolisie, chef-lieu du département du Niari, devant les juges au tribunal de grande instance.

Deux des trois individus avaient été pris à Dolisie en flagrant délit de détention, circulation et tentative de commercialisation de deux peaux de panthères, trophées d'une espèce animale intégralement protégée par la loi. A la suite d'une dénonciation, le troisième suspect avait été rattrapé dans la localité de Mossendjo, dans le département du Niari, quelques jours après et transféré à Dolisie.

Selon une source officielle, l'ouverture du procès portant sur cette affaire est attendue ce vendredi où ces trois présumés malfrats vont comparaître. De nationalité congolaise, deux parmi les trois avaient été arrêtés par les services de la région de gendarmerie du Niari en poste à Dolisie, en collaboration avec les agents de la direction départementale de l'Economie

forestière, lesquels ont été appuyés techniquement par le Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage. Les deux hommes seraient de Mossendjo d'où ils étaient partis pour Dolisie, avec ces produits strictement prohibés par la loi. Le troisième, lui, a été interpellé par les éléments de la police en poste à Mossendjo, affirme la même source d'information.

Les trois trafiquants présumés, âgés de plus de 30 ans, avaient, lors de leur interpellation, reconnu les faits qui leur sont reprochés, à savoir détention, circulation et tentative de commercialisation de deux peaux de panthères, espèce animale intégralement protégée. Ces derniers encourent des peines allant de deux à cinq ans d'emprisonnement ferme, avec une amende pouvant atteindre cinq millions de



Des peaux de panthères/Adiac

FCFA selon la loi. Depuis la signature des conventions internationales sur la protection de la faune, le gouvernement congolais lutte, avec détermination, contre ce fléau depuis seize ans pour éviter son extinction. En conséquence, tout contrevenant à la loi est sévèrement sanctionné.

En rappel, le 20 décembre dernier, quatre individus dont un greffier en chef avaient été condamnés à deux ans de prison ferme au tribunal de grande instance de Dolisie, dans une affaire liée au trafic des pointes d'ivoire. Ces derniers avaient interjeté appel et l'audience est de nouveau

attendue ce 3 avril à la Cour d'appel de cette ville. Signalons que la panthère et l'éléphant sont parmi les espèces animales intégralement protégées en République du Congo, conformément à la loi 37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées.

F. I.

ENDOMÉTRIOSE

HG Providers Services plaide pour une meilleure prise en charge

Les 27 et 28 mars, le Palais des congrès de Brazzaville a accueilli les Journées combinées de la femme et de l'endométriose, une initiative portée par le cabinet HG Providers Services. Cet événement avait pour objectifs de sensibiliser la population congolaise à la réalité de l'endométriose et à ses conséquences, d'encourager la recherche et la formation médicale, ainsi que de plaider pour un meilleur accès aux soins.

En présence de nombreux experts, professionnels de santé et étudiants, les journées ont mis en lumière la prévalence de l'endométriose en République du Congo, où elle constitue la deuxième cause des évacuations sanitaires chez les femmes.

Ouvrant les travaux, le Pr Clautaire Itoua, chef du service de gynécologie au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville et coordonnateur du diplôme d'études spécialisées en gynécologie-obstétrique à l'Université Marien-Ngouabi, a souligné que l'un des principaux obstacles à la prise en charge de cette maladie réside dans son diagnostic tardif. « Nous recevons souvent des patientes qui souffrent depuis dix voire vingt ans, car la maladie n'a pas été détectée à temps. Lorsqu'elle est diagnostiquée précocement, il est possible de mettre en place un traitement adapté afin de limiter les souffrances. Une intervention chirurgicale peut également être envisagée si nécessaire, bien que celle-ci ne garantisse pas toujours une guérison définitive. Car, si d'autres organes sont atteints, l'opération peut s'avérer risquée », a expliqué le Pr Clautaire Itoua.

L'endométriose se caractérise par la présence anormale de l'endomètre en dehors de l'utérus, pouvant affecter d'autres organes tels que la vessie ou les intestins. Cette pathologie chronique touche une femme



Une vue des intervenants/Adiac

en âge de procréer sur dix dans le monde.

Parmi ses symptômes les plus courants figurent des douleurs menstruelles intenses, des douleurs pelviennes chroniques, des dyspareunies (douleurs pendant les rapports sexuels), des troubles digestifs ou urinaires, une fatigue chronique et des difficultés à concevoir. La Pre Gickelle Mpika-Bintse, quant à elle, a tenu à préciser qu'il est normal d'éprouver quelques douleurs durant les premiers jours des menstruations. Toutefois, une vigilance s'impose lorsque ces douleurs persistent plusieurs jours ou s'accompagnent de la présence de sang dans les urines, ou encore d'autres signes anormaux pendant les règles menstruelles.

Fréquemment confondu avec le fibrome utérin, également appelé myome, la gynécologue a souligné que ce dernier est une tumeur bénigne se déve-

loppant dans la paroi utérine, touchant environ une femme sur trois après 35 ans, avec une prévalence accrue chez les femmes africaines.

Interrogée sur un éventuel lien entre ces pathologies et le cancer de l'utérus, la présidente du Conseil départemental de l'Ordre des médecins de Brazzaville, la Pre Gickelle Mpika, a affirmé qu'aucune corrélation n'a été établie. Toutefois, elle a insisté sur l'importance d'une surveillance accrue et d'une vigilance constante.

Briser le silence pour secourir les femmes souffrant d'endométriose

De son côté, le Pr Emmanuel Nzau, gynécologue-obstétricien et enseignant à la Faculté de médecine de l'Université de Kinshasa, et aussi président de la Fondation Daemmmi (dédiée au développement de l'endoscopie et à l'amélioration de la prise en charge de l'endomé-

triose), a souligné l'impact de cette maladie sur le leadership féminin : « Imaginez une femme qui, au lieu d'exploiter pleinement son potentiel ou d'exercer son activité professionnelle, est contrainte de passer plusieurs jours par mois à l'hôpital. Une souffrance chronique constitue un véritable frein à l'épanouissement personnel et professionnel. Financièrement, cette situation peut mener à la précarité », a-t-il déclaré avec consternation.

La détresse des femmes souffrant d'endométriose a été unanimement reconnue par le comité scientifique présent, qui a soutenu à l'unanimité qu'il est impératif de leur apporter un accompagnement adapté et de favoriser une prise en charge optimale. Pour ce faire, il convient de briser le silence. Parmi les moments forts de ces journées, il y a eu l'intervention de Mme Yoka, fondatrice de

HG Providers Services et initiatrice de l'événement, qui a témoigné de son propre combat contre cette maladie. Mme Isongo, présidente de l'association Endo Congo, a également partagé son expérience, mettant en exergue l'errance médicale dont elle a été victime : « J'ai parcouru l'Afrique du Sud et le Maroc dans l'espoir de trouver un traitement. J'étais prête à tout, car mon rêve était de devenir mère. Malheureusement, l'endométriose l'a brisé. Je n'ai pas pu devenir mère », a-t-elle confié, les larmes aux yeux.

Ces journées ont été marquées par une forte charge émotionnelle, entre témoignages bouleversants, interventions d'experts et échanges passionnés avec les participantes. Pour clôturer l'événement, Louison Saby Mokoma, président-directeur général de HG Providers Services et coordonnateur de la zone Sud, a formulé un plaidoyer en faveur d'un engagement gouvernemental fort. « Nous demandons à l'État congolais d'intégrer l'endométriose parmi ses priorités de santé publique, de renforcer l'accès à l'information, à la prévention et aux soins, et de soutenir les initiatives en faveur de la recherche et de l'éducation sur cette maladie. Ensemble, brisons le silence et changeons la vie de nombreuses femmes au Congo », a-t-il déclaré.

Mildred Moukenga



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

**UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE**

AFRICAIN, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS

- ✓ Présentation des ouvrages
- ✓ Emissions Télévisées
- ✓ Conférences-débats
- ✓ Ateliers de lecture et d'écriture
- ✓ Dédicaces

SOUDAN DU SUD

L'Union africaine tente de contenir les tensions

La commission de l'Union africaine (UA) a annoncé, le 2 avril, l'envoi d'une délégation de haut niveau du groupe des sages à Juba, au Soudan du Sud, dans le but de faire face à l'aggravation des tensions.

Une semaine après le placement en résidence surveillée du vice-président Riek Machar par les forces de sécurité du président Salva Kiir, des initiatives de médiation prennent forme. Après le déplacement de l'opposant kényan Raila Odinga en tant qu'envoyé spécial, une délégation de haut niveau conduite par Domitien Ndayizeye, ancien président du Burundi, et Effie Owuor, juge kényane à la retraite, tous deux membres du Groupe des sages de l'UA, va entamer une mission de cinq jours à Juba.

Dans un communiqué, l'organisation panafricaine a précisé que Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'UA, avait eu des discussions directes et franches avec le président sud-soudanais Salva Kiir Mayardit. Les échanges ont porté sur la

situation politique actuelle au Soudan du Sud ainsi que sur les récents affrontements survenus dans le comté de Nasir, situé dans l'État du Haut-Nil. Le Groupe des sages, composé de personnalités africaines et de hauts responsables, s'emploiera à collaborer avec les principaux acteurs du conflit pour apaiser les tensions et encourager le dialogue, indique le communiqué de l'UA. Le président de la Commission a réitéré l'engagement indéfectible de l'organisation en faveur de la réconciliation et d'une paix durable au Soudan du Sud.

Dans le cadre de ses efforts de médiation, l'UA soutient la mise en œuvre intégrale de l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit au Soudan du Sud (R-ARCSS). À cette fin, la délégation du Groupe des sages se rendra à Juba afin de

dialoguer avec toutes les parties prenantes et favoriser un apaisement des tensions.

L'escalade de la violence a conduit à l'arrestation de Riek Machar, de son épouse et de plusieurs de ses alliés, à la suite d'une attaque contre une base militaire début mars. Cette situation met en péril l'accord de paix signé en 2018.

Devenu indépendant en 2011 après des décennies de lutte contre le Soudan, le Soudan du Sud peine depuis à stabiliser sa situation politique. Depuis 2013, lorsque Machar a été accusé d'un coup d'État manqué contre le président Kiir, le pays oscille entre tentative de pacification et instabilité chronique. Rivaux de longue date, Kiir et Machar demeurent les figures de proue d'un conflit qui continue de fragiliser la jeune nation.

Yvette Reine Boro

OUGANDA

Construction perspective de la première raffinerie de pétrole

L'Ouganda a signé un accord avec la société Alpha MBM Investments LLC, basée aux Emirats arabes unis (EAU), pour construire sa première raffinerie de pétrole dans la région occidentale du Graben Albertine.

Selon un communiqué publié par la State House samedi en fin de journée, Alpha MBM Investments détiendra une participation de 60% dans la raffinerie, située à Kabaale dans le district de Hoima, dans l'ouest de l'Ouganda. Les 40% restants seront détenus par l'entreprise publique Uganda National Oil Company.

La signature de l'accord, en présence du président ougandais Yoweri Museveni à la State House d'Entebbe, à 40 km au sud de Kampala, la capitale du pays, marque une étape importante dans le secteur émergent du pétrole et des hydrocarbures en Ouganda, selon le communiqué. « Cette raffinerie de pétrole n'est pas seulement une question de carburant ; il s'agit pour l'Ouganda de produire et d'exporter des



produits raffinés au lieu d'en importer», a déclaré M. Museveni. « Nous devons cesser d'exporter des matières premières et ajouter de la valeur à tout ce que nous produisons. »

La raffinerie, un projet de quatre milliards de dollars, serait doté d'une capacité de traitement de 60.000 barils par jour. Le projet comprend un complexe de raffinage moderne à Kabaale

et un oléoduc multiproduits de 212 km reliant la raffinerie à un terminal de stockage à Namwabula, dans le district de Mpigi. L'Ouganda a découvert 6,5 milliards de barils de pétrole en 2006, dont 1,4 milliard de barils sont considérés comme commercialement viables, selon le ministère de l'Énergie et du Développement minéral.

Xinhua

AES-RUSSIE

Un renforcement de la coopération stratégique et sécuritaire

Les ministres des Affaires étrangères du Mali, du Niger et du Burkina Faso, membres de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), sont en Russie ce 3 avril pour une visite de deux jours, au cours de laquelle ils rencontreront leur homologue russe.

La rencontre va marquer le début de la « première session de consultations AES-Russie », peut-on lire dans un communiqué. Les trois pays voient cette réunion à Moscou comme une étape « cruciale » pour établir des relations de coopération « stratégiques, pragmatiques, dynamiques et solidaires » dans les domaines d'intérêt commun entre l'AES et la Russie. « Cette rencontre reflète la volonté partagée des chefs d'État de la Confédération de l'AES et de la Fédération de Russie d'approfondir leur partenariat et leur dialogue politique à un niveau confédéral, et de les inscrire au cœur de leur agenda diplomatique, de développement et de défense », poursuit le communiqué de l'AES. En septembre 2023, les présidents du Mali, du Niger et du Burkina Faso ont annoncé la formation de la coalition AES, avant de prendre la décision, en janvier 2024, de se retirer de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Une décision officialisée le 29 janvier. Le retrait de la Cédéao a été perçu comme une réponse directe aux sanctions économiques et financières imposées par l'AES, suite aux coups d'État militaires qui ont renversé les gouvernements en place. Il a également été motivé par les pressions de la Cédéao pour un retour à l'ordre constitutionnel. Dans le cadre de leur alliance, les trois pays du Sahel ont conclu un pacte de défense mutuelle pour lutter contre les groupes jihadistes actifs dans la région, après leur désengagement vis-à-vis des pays occidentaux qui leur apportaient un soutien militaire contre le terrorisme.

Parallèlement, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont cherché à diversifier leurs partenaires internationaux, et se sont rapprochés de la Russie face à la montée en puissance de groupes terroristes tels que l'État islamique et Al-Qaïda. Moscou a également signé des accords de coopération en matière de défense avec ces trois pays, leur fournissant du matériel militaire. De surcroît, la Russie collabore avec l'AES dans les secteurs de l'énergie et des mines, renforçant ainsi ses liens avec cette région du Sahel.

Noël Ndong

SOMMET IA À KIGALI

Un destin technologique entre les mains de l'Afrique

Les 3 et 4 avril 2025, Kigali, capitale du Rwanda, accueillera un événement déterminant pour l'avenir technologique du continent : le sommet mondial sur l'intelligence artificielle (IA).

Organisé par le Centre rwandais pour la 4e révolution industrielle et le ministère des TIC et de l'Innovation, en partenariat avec le Forum économique mondial, ce sommet vise à redéfinir le rôle de l'Afrique dans la gouvernance de l'IA à l'échelle mondiale. Avec seulement 2,5 % de part dans le marché mondial de l'IA, l'Afrique se trouve à un tournant stratégique. En amont du sommet, le président rwandais Paul Kagame a déclaré : « L'Afrique a le plus à gagner de l'IA. Ce sommet est l'occasion de concilier nos priorités immédiates en matière de développement avec un positionnement stratégique à long terme ».

Paul Kagame appelle le continent à devenir un créateur de normes, et non un simple suiveur, en matière de régulation et de développement technologique. L'IA démontre déjà un fort potentiel en Afrique dans des secteurs vitaux. Amal El Fallah Seghrouchni, présidente exécutive du Centre international d'intelligence artificielle au Maroc, souligne que des outils basés sur l'IA améliorent les rendements agricoles en analysant les conditions environnementales, ou encore permettent un meilleur suivi des maladies infectieuses dans des zones médicalement défavorisées.

Mais les défis sont nombreux. Kennedy Chengeta, chercheur en IA basé à Pretoria, rappelle que l'Afrique ne peut calquer ses politiques sur celles de l'Occident ou de l'Asie. Le continent fait face à des obstacles tels qu'un accès limité à l'électricité, une connectivité Internet inégale et une infrastructure de données encore peu développée. Si certains pays comme le Nigeria, l'Égypte ou Maurice ont commencé à adopter des stratégies nationales sur l'IA, d'autres peinent encore à initier des cadres réglementaires solides.

N.Nd.

AVIS FINANCIER DU GROUPE BGFIBank

Libreville, Gabon – le 02 avril 2025

Le Groupe BGFIBank franchit la barre de FCFA 120 milliards de résultat net consolidé en 2024

CHIFFRES CLÉS:

Bilan	Réalisé	Réalisé	Variation
Données financières en milliards de FCFA	31/12/2023	31/12/2024	%
Total Bilan	5 296	5 951	12%
Situation nette	607	710	17%
<i>Situation Nette part du Groupe</i>	<i>500</i>	<i>573</i>	<i>15%</i>
Dépôts de la clientèle	3 311	3 883	17%
Crédits à la clientèle	3 076	3 562	16%
Trésorerie nette	653	767	17%

Compte de Résultat	Réalisé	Réalisé	Variation
Données financières en milliards de FCFA	31/12/2023	31/12/2024	%
<i>Marge nette d'intérêt</i>	<i>206</i>	<i>204</i>	<i>-1%</i>
<i>Commissions</i>	<i>97</i>	<i>124</i>	<i>28%</i>
Produit Net Bancaire	315	347	10%
<i>Frais de Gestion</i>	<i>-196</i>	<i>-204</i>	<i>4%</i>
Résultat Brut d'Exploitation	119	143	20%
<i>Coût du risque global</i>	<i>6</i>	<i>14</i>	<i>133%</i>
<i>Impôt sur les sociétés</i>	<i>-29</i>	<i>-35</i>	<i>22%</i>
RÉSULTAT NET	96	122	27%
<i>Résultat net part groupe</i>	<i>76</i>	<i>96</i>	<i>26%</i>
<i>Résultat net part minoritaire</i>	<i>20</i>	<i>26</i>	<i>30%</i>

l'introduction de nouveaux services pour la clientèle et le renforcement de la disponibilité des actifs numériques et informatiques, **les coûts de gestion** sont restés relativement stables, se traduisant par une amélioration de 3 points du coefficient brut d'exploitation, qui s'établit à **59 %** contre **62 %** au 31 décembre 2023.

L'année 2024 s'achève avec un résultat net consolidé de **FCFA 122 milliards** en hausse de **27 %** par rapport à l'année précédente. La Zone Gabon contribue à hauteur de **37 %** à ce résultat, suivi de la Région Afrique Centrale à **35 %** et la Région Afrique de l'Ouest, Europe et Océan Indien à **28 %**.

PRINCIPALES DÉCISIONS

Pour l'ultime année de son Projet d'Entreprise DYNAMIQUE 2025, BGFI Holding Corporation prévoit de renforcer par priorité les fonds propres des filiales des pôles de croissance (Gabon, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire et République Démocratique du Congo) afin de favoriser le développement de leurs activités et par voie de conséquence, la performance globale du Groupe BGFIBank.

Compte tenu des performances remarquables de l'année, le Conseil d'Administration de BGFI Holding Corporation soumettra à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, la distribution d'un dividende de **FCFA 12 500 FCFA (19 euros)** brut par action, en progression de **14 %** par rapport à l'année précédente et représentant une rentabilité de **14 %**.

À l'issue de l'approbation des comptes de l'exercice 2024, le projet d'introduction de **10 %** du capital social de BGFI Holding Corporation à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) sera soumis aux votes des actionnaires au cours de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

PERSPECTIVES

Dans un contexte marqué par des incertitudes, le Groupe BGFIBank s'engage fermement dans sa quête incessante de l'Excellence pour consolider son ambition de construire un groupe financier africain pour le monde. Il reste déterminé à s'adapter de manière efficace aux exigences réglementaires, aux évolutions organisationnelles, aux nombreuses attentes de sa clientèle, tout en proposant des produits et services innovants et en garantissant une gestion rigoureuse des risques, afin de dépasser les objectifs de performance de son Projet d'Entreprise DYNAMIQUE 2025.

À PROPOS DE BGFI HOLDING CORPORATION SA

Le Groupe BGFIBank est un groupe financier international multi-métiers qui allie solidité financière, stratégie de croissance durable et maîtrise des risques avec l'ambition d'être la banque de référence sur les marchés en termes de qualité de service.

Le Groupe BGFIBank place la qualité de service au cœur de son métier, en s'appuyant sur la quête perpétuelle d'Innovation et d'Excellence. Il enrichit son offre en misant sur l'expertise de ses partenaires, s'ouvrant ainsi à de nouveaux domaines. Avec plus de 3 000 collaborateurs qui accompagnent au quotidien une clientèle diversifiée dans douze pays : Bénin, Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Guinée-Équatoriale, Madagascar, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Sénégal.

Contact Presse

E-mail y.dambana@bgfi.com

Contact téléphonique : +241 11441708

À propos de BGFI Holding Corporation SA

Le Conseil d'Administration de BGFI Holding Corporation s'est réuni le 28 mars 2025, sous la présidence de Monsieur Henri-Claude OYIMA, Président Directeur Général, à l'effet d'examiner les performances et d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 du Groupe BGFIBank.

En effet, au 31 décembre 2024, **le total de bilan consolidé** s'établit à **FCFA 5 951 milliards**, en progression de **12%** rapporté au 31 décembre 2023.

La situation nette se renforce de manière constante d'année en année à **FCFA 710 milliards**, grâce à l'amélioration des résultats et à une politique prudente de la distribution des dividendes. Le ratio de solvabilité s'affiche à **20%**.

PERFORMANCES COMMERCIALES

Les dépôts de la clientèle s'élèvent à **3 883 milliards de FCFA**, enregistrant une augmentation de **17%** par rapport à 2023. Le Groupe BGFIBank continue de bénéficier de la confiance de ses clients sur tous ses marchés.

Parallèlement, le Groupe BGFIBank a continué d'accompagner le financement des économies et des projets structurants sur les divers marchés où il est présent, entraînant une hausse de **486 milliards de FCFA des encours de crédits à la clientèle**, par rapport à 2023 pour atteindre un total de FCFA 3 562 millions. Dès lors, le Groupe BGFIBank affiche une position de liquidité très solide avec un ratio de couverture des emplois par les ressources de **109%**.

Les excédents de liquidité ont augmenté de FCFA 114 milliards en raison de la collecte de ressources réalisée durant cette période et de l'amélioration des mécanismes de gestion ALM. La position nette de liquidité s'établit à **767 milliards de FCFA** au 31 décembre 2024.

PERFORMANCES FINANCIÈRES

Le produit net bancaire s'établit à **347 milliards de FCFA**, en hausse de **10 %** par rapport au niveau enregistré au 31 décembre 2023. Cette croissance est soutenue par une bonne performance de la marge nette d'intermédiation, malgré une augmentation des taux directeurs des banques centrales des principaux pays d'intervention. Par ailleurs, l'accélération des activités commerciales internationales et des opérations hors bilan a contribué à la croissance des commissions de services et revenus (+28% par rapport à 2023), dépassant ainsi les objectifs fixés pour le produit net bancaire.

En dépit d'un environnement économique marqué par l'inflation et l'élargissement des activités, conformément à la stratégie d'investissement du Groupe BGFIBank, qui inclut le déploiement du réseau des agences dans les différentes filiales,



Ecoute - Qualité - Client

Tél.: 8188/2030

Email : eqccongo@bgfi.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'AUTISME

Appel à l'inclusion des personnes atteintes

« Faites progresser la neurodiversité et les objectifs de développement durable des Nations unies », tel est le thème qui a été retenu pour la célébration, le 2 avril, de la Journée internationale de l'autisme édition 2025.

La célébration de la Journée internationale de l'autisme a été une occasion pour le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale, le Dr Samuel Roger Kamba, de mener un plaidoyer pour l'inclusion des personnes souffrant de cette maladie tout en soulignant les efforts du gouvernement à soutenir les initiatives pour faciliter leurs conditions de vie. Il a souligné que l'inclusion des personnes autistes facilitera leur pleine participation à la société et ce, conformément aux engagements des Nations unies.

Le ministre a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement du gouvernement à soutenir la recherche et les initiatives en faveur de l'intégration des personnes autistes. « Sous l'impulsion de son excellence madame la Première ministre, Judith Suminwa Tuluka, et du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le gouvernement de la République s'engage pleinement dans une démarche intersectorielle pour faire de l'inclusion des personnes neurodivergentes une priorité nationale », a-t-il affirmé, renchérissant que le cadre lé-



Photo de famille avec le ministre de la Santé / Adiac

gislatif sera renforcé pour garantir la protection des droits des personnes autistes et leur accès aux services essentiels, notamment en santé, éducation et emploi.

Samuel Roger Kamba a rappelé que cette journée va au-delà d'une simple célébration. Elle incarne un appel pressant des acteurs scientifiques, sociaux et politiques à améliorer l'intégration des personnes autistes. « Nous devons élaborer des stratégies concertées pour promouvoir l'équité, éradiquer les discriminations et garantir une prise en charge efficace, afin de permettre à

chaque individu de participer pleinement à la vie sociale et économique », a-t-il déclaré. Cela, tout en indiquant que « les avancées en neurosciences et psychologie cognitive montrent que l'autisme n'est pas simplement une pathologie à guérir, mais une modalité du développement humain qui, lorsqu'elle est comprise et soutenue, peut devenir un moteur d'innovation pour la société ».

Une approche multisectorielle

L'autisme est un problème qui sort du cadre du ministère de la

Santé et implique une approche multisectorielle. Pour concrétiser les engagements de la République démocratique du Congo dans la lutte contre ce fléau, le ministre a plaidé en faveur d'une approche multisectorielle indispensable pouvant mobiliser ainsi les pouvoirs publics, la société civile, les chercheurs et le secteur privé. « Seule une action concertée, fondée sur des bases scientifiques solides pourra relever les défis liés à la neurodiversité », a-t-il ajouté.

Cela inclut le renforcement de la formation et de l'éducation inclusive, des campagnes de sensibilisation à la stigmatisation, et

le développement d'initiatives innovantes pour accompagner les personnes neurodivergentes dans leur épanouissement et leur pleine participation à la société. L'Institut national de santé publique, en collaboration avec le ministère en charge des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables, sera chargé d'élaborer des cadres d'évaluation rigoureux pour mesurer l'impact des politiques mises en place, ajuster les stratégies et garantir une amélioration continue des actions engagées.

Notons que depuis 2007, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé le 2 avril comme Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme et aux troubles du spectre autistique, par l'adoption de la résolution A/RES/62/139. Cette journée est un appel mondial à la mobilisation collective pour faire face à un enjeu majeur de santé publique et de droits humains. Elle vise à briser les préjugés, à éduquer les sociétés et à engager les gouvernements dans une dynamique d'inclusion et de protection des droits des personnes autistes.

Blandine Lusimana



**INFORMER, ANALYSER,
DIFFUSER, RAYONNER**

Agence d'Information de l'Afrique Centrale,
un acteur économique majeur à vos côtés.

ÉCONOMIE

ART, CULTURE, MÉDIA

POLITIQUE

INTERNATIONAL

RÉFLEXION

SPORT

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

LE COURRIER
DE KINSHASA

CONTACTEZ
NOUS

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

CONNECTEZ
VOUS

www.adiao-congo.com
www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.lecourrierdekinshasa.com
www.adiac.tv

RÉSEAUX
SOCIAUX





APPEL À PROPOSITION

Titre des postes : Consultants d'Évaluation du Programme Pays

Lieu : **Brazzaville**

Durée : **15 mai 2025 au 31 Octobre 2025**

Type de contrat : **Individuel**

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) recherche 4 consultant(e)s dont un(e) international(e) et trois nationaux(les) pour réaliser l'Évaluation finale du Programme Pays 2020-2026. Le programme s'inscrit dans le Cadre de Coopération intégré (2020-2026) du Système des Nations Unies (SNU), aligné sur le Plan National de Développement Congo, au travers des domaines d'accompagnement, Bonne gouvernance et Dividende social et renforcement des infrastructures de base, capital humain.

Objectif de l'évaluation. L'évaluation finale du programme de pays 2020-2026 est une évaluation stratégique pour l'orientation de la formulation du programme pays 2027-2031 (PP), et tiendra compte dans son analyse des actions et capacités des autres partenaires stratégiques ainsi que des éventuels avantages/faiblesses stratégiques de l'UNFPA dans l'environnement global. Le document élaboré devrait permettre au Gouvernement et à l'UNFPA de disposer d'éléments pertinents concernant l'adéquation des activités entreprises dans le cadre du programme pays, la contribution au développement du Congo ainsi qu'à la réalisation des objectifs de la CIPD et des ODDs.

Les consultant(e)s recherché(e)s membres de l'équipe d'évaluation sont :

1- Consultant international, Chef/fe de l'équipe d'évaluation, Expert en matière de dynamique des populations.

Les compétences, aptitudes et expérience du/de la chef/fe de l'équipe d'évaluation devraient inclure :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle en santé publique, sciences sociales, démographie ou études de population, statistiques, études du développement ou tout autre domaine connexe.

- 10 ans d'expérience dans la conduite ou la gestion d'évaluations dans le domaine du développement international et/ou d'aide humanitaire.

- Une vaste expérience dans la conduite d'évaluations complexes, notamment celles commanditées par les organismes des Nations Unies et/ou autres organisations internationales et ONG.

- Une expertise confirmée en matière de dynamique des populations

- Une connaissance approfondie des évaluations à base sur la théorie du changement et une maîtrise des méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives, ainsi qu'une capacité à maintenir un niveau élevé de qualité des évaluations conformément aux normes définies par l'UNFPA et l'UNEG.

- Bonne connaissance des stratégies, politiques et cadres humanitaires, du droit international humanitaire et des principes humanitaires, ainsi que de l'architecture humanitaire internationale et des mécanismes de coordination.

- Aptitude à garantir l'éthique et l'intégrité du processus d'évaluation, y compris la confidentialité et à veiller à ce qu'il n'y ait aucun effet préjudiciable (principe de l'innocuité).

- Capacité à intégrer les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre dans toutes les phases du processus d'évaluation.

- Excellentes compétences pour diriger et coordonner le travail de l'équipe d'évaluation et capacité à partager compétences et connaissances techniques en matière d'évaluation.

- Capacité à encadrer le travail d'un/e jeune évaluateur/rice émergent/e, à créer un environnement propice à son/sa participation effective au travail de l'équipe d'évaluation, et à apporter la supervision et l'appui nécessaires au renforcement de ses capacités.

- Expérience de travail avec une équipe multidisciplinaire des experts.

- Excellente capacité à analyser et synthétiser de grands volumes

de données et d'informations provenant de sources diverses.

- Excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et de communication (écrite et orale).

- Expérience de travail dans, ou bonne connaissance de la région et du contexte de développement national de la République du Congo.

- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale.

2- Consultant(e) national(e), Expert en matière de Santé Sexuelle Reproductive (SSR) y compris des adolescent(e)s et jeunes.

Les compétences, aptitudes et expérience de l'expert en matière de SDRS devraient inclure :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle en santé publique, médecine, financement et économie de la santé, épidémiologie, biostatistiques, sciences sociales ou tout autre domaine connexe.

- 5-7 ans d'expérience dans la conduite d'évaluations, revues, analyses, études de recherche ou dans le travail de S&E dans le domaine du développement international et/ou d'aide humanitaire.

- Connaissance approfondie de la SDRS, y compris le VIH et autres infections sexuellement transmissibles, la santé maternelle, et la planification familiale

- Bonne connaissance des stratégies, politiques et cadres humanitaires, du droit international humanitaire et des principes, ainsi que l'architecture humanitaire internationale et les mécanismes de coordination.

- Aptitude à garantir l'éthique et l'intégrité du processus d'évaluation, y compris la confidentialité et à veiller à ce qu'il n'y ait aucun effet préjudiciable (principe de l'innocuité).

- Capacité à intégrer les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre dans toutes les phases du processus d'évaluation.

- Bonne connaissance des approches et méthodologie d'évaluation et capacité démontrée à appliquer les méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives.

- Excellentes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes.

- Expérience de travail avec une équipe multidisciplinaire des experts.

- Excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et de communication (écrite et orale).

- Expérience de travail dans, ou bonne connaissance de la région et du contexte de développement national de la République du Congo.

- Familiarité avec les mandats et les activités de l'UNFPA ou autres organisations des Nations Unies serait un avantage.

- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale.

3- Consultant(e) national(e), Expert en matière d'égalité des sexes et autonomisation des femmes et du contexte humanitaire.

Les compétences, aptitudes et expérience de l'expert en matière de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes devraient inclure :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle en études de femmes/genre, droits de l'homme, sciences sociales, études du développement ou tout autre domaine connexe.

- 5-7 ans d'expérience dans la conduite d'évaluations, revues, analyses, études de recherche ou dans le travail de S&E dans le domaine du développement international et/ou d'aide humanitaire.

- Connaissance approfondie en matière de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles, de la VBG et autres pratiques néfastes, telles que les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants, précoces et forcés, ainsi que

des questions relatives à la masculinité, aux relations genre et sexualité.

- Bonne connaissance des stratégies, politiques et cadres humanitaires, du droit international humanitaire et des principes humanitaires, ainsi que de l'architecture humanitaire internationale et des mécanismes de coordination.

- Aptitude à garantir l'éthique et l'intégrité du processus d'évaluation, y compris la confidentialité et à veiller à ce qu'il n'y ait aucun effet préjudiciable (principe de l'innocuité).

- Capacité à intégrer les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre dans toutes les phases du processus d'évaluation.

- Bonne connaissance des approches et méthodologie d'évaluation et capacité démontrée à appliquer les méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives.

- Excellentes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes.

- Expérience de travail avec une équipe multidisciplinaire des experts.

- Excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et de communication (écrite et orale).

- Expérience de travail dans, ou bonne connaissance de la région et du contexte de développement national de la République du Congo.

- Familiarité avec les mandats et les activités de l'UNFPA ou autres organisations des Nations Unies serait un avantage.

- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale.

4- Consultant(e) national(e), Jeune évaluateur/trice émergent/e.

Le/la jeune évaluateur/rice émergent/e devra avoir ses compétences, aptitudes et expérience devraient inclure :

- Un diplôme d'études supérieures (BAC+3) en santé publique, démographie ou études de population, sciences sociales, statistiques, études de développement ou tout autre domaine connexe.

- Une certification en évaluation ou qualification équivalente.

- Moins de 5 ans d'expérience professionnelle en suivi et évaluation, ou en sciences sociales dans le domaine du développement international ;

- Excellentes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes.

- Capacité démontrée à travailler en équipe.

- Bonnes capacités d'organisation, de communication et de rédaction.

- Bonne maîtrise des technologies de l'information et de la communication et des outils de visualisation des données.

- Une bonne connaissance du mandat et des activités de l'UNFPA ou d'autres organisations des Nations Unies serait un avantage.

- Volonté de progresser professionnellement et à devenir un évaluateur compétent

- Excellente maîtrise de la langue écrite et orale.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Dépôt des Dossiers : Avec la mention Candidature au Poste Consultant en évaluation

à l'adresse mail : vacancy.congobrazzaville@unfpa.org

Les consultants intéressés peuvent récupérer les documents de référence de l'évaluation :

<https://congo.unfpa.org/fr/vacancies>

ou au Bureau de l'UNFPA Brazzaville, Rue Crampel (en face de la BDEAC) Centre-ville BP 19012 Brazzaville République du Congo (Téléphone : +242 05 521 67 00)

Le délai pour le dépôt des dossiers (CV et copies de diplômes) est le lundi 14 avril 2025 à 4:00 p.m.

COMMERCE

L'Afrique du Sud préoccupée par les tarifs imposés par les États-Unis

L'Afrique du Sud est préoccupée par les droits de douane unilatéraux imposés par les États-Unis sur ses produits et insiste sur la nécessité d'entamer au plus vite des négociations pour parvenir à un nouvel accord commercial bilatéral, a indiqué l'administration présidentielle sud-africaine.

«Nous avons noté avec inquiétude l'imposition de nouveaux tarifs sur les exportations sud-africaines vers les États-Unis, précise son communiqué. Alors que l'Afrique du Sud reste engagée en faveur de relations commerciales mutuellement bénéfiques avec les États-Unis, l'imposition de tarifs unilatéraux et punitifs est préoccupante et constitue un obstacle au commerce et à la prospérité commune. Ces tarifs confirment l'urgence de négocier un nouvel accord commercial bilatéral et mutuellement avantageux avec les États-Unis, une étape importante pour garantir une certitude commerciale à long terme.»

Le président américain Donald Trump a annoncé, le 2 avril, que son administration imposerait un taux minimum de droits de douane de 10% sur les produits importés. Pour certains pays, il a fixé des tarifs individuels. Par ailleurs, l'administration américaine introduira à partir du 3 avril des droits de douane de 25% sur toutes les automobiles importées. Les nouveaux tarifs concernent des produits provenant de près de 60 pays. Pour l'Afrique du Sud, un tarif de 30% est ap-



L'Afrique du Sud souhaite rencontrer les États-Unis au sujet des droits de douane sur les automobiles DR

«Je regrette profondément la décision du président Trump. L'économie mondiale sera durement touchée par ces mesures, les conséquences seront désastreuses pour tous les pays»

pliqué sur les vins, 25% sur l'acier et les produits sidérurgiques, ainsi que 25% sur les automobiles et leurs pièces détachées. Les États-Unis sont le deuxième partenaire commercial de l'Afrique du Sud après la Chine. Le platine, l'or et le manganèse sont les principales matières premières que l'Afrique du Sud exporte vers les États-Unis. Leur vente rapporte à Pretoria jusqu'à 7 milliards de dollars par an.

Les droits de douane américains sont un coup dur pour l'économie mondiale

Les droits de douane américains sont «un coup dur» pour l'économie mondiale, a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

«Nous restons ouverts à des négociations avec les États-Unis pour abolir les barrières commerciales. Mais nous sommes prêts à réagir. Nous travaillons déjà à un nouveau train de contre-me-

ures en cas d'échec des discussions», a-t-elle ajouté. «Je regrette profondément la décision du président Trump. L'économie mondiale sera durement touchée par ces mesures, les conséquences seront désastreuses pour tous les pays», a-t-elle indiqué. Pour rappel, Donald Trump a fait savoir le 2 avril que le gouvernement américain va imposer des droits de douane de 34% sur les importations chinoises et de 20% sur les importations européennes.

En outre, des mesures similaires toucheront le Cambodge (49%), l'Inde (26%), l'Indonésie (32%), le Japon (24%), la Malaisie (24%), la Corée du Sud (25%), la Thaïlande (36%), Taïwan (32%), la Suisse (31%), le Vietnam (46%) et d'autres pays. Pékin de son côté a dénoncé les droits de douane de Donald Trump et promet de prendre des contre-mesures pour protéger ses intérêts et ses droits, est-il indiqué dans un communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères. «Nous prendrons des contre-mesures pour protéger nos droits et intérêts», précise le communiqué. D'après la diplomatie chinoise, ces droits de douane portent atteinte aux droits et intérêts légitimes de tous les pays.

Le président américain Donald Trump a annoncé le 2 avril que son administration imposerait un taux minimum de droits de douane de 10% sur les produits importés. Pour certains pays, il a fixé des tarifs individuels, par exemple, le locataire de la Maison-Blanche va imposer des droits de douane de 34% sur les importations chinoises. Par ailleurs, l'administration américaine introduira à partir du 3 avril des droits de douane de 25% sur toutes les automobiles importées.

MALI

Le président malien Assimi Goïta en visite officielle en Russie en juin prochain

Le président de la transition du Mali effectuera une visite officielle en Russie en juin prochain, a annoncé le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, lors d'une rencontre des chefs de la diplomatie des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) avec leur homologue russe, Sergueï Lavrov.

«Nous attendons la visite du président de la transition, Assimi Goïta en juin», a déclaré Abdoulaye Diop. «La Russie a été à un certain moment le seul partenaire à aider le Mali», a rappelé le ministre malien. Abdoulaye Diop a souligné que, sur le plan économique et sécuritaire, «la coopération se déroule bien sur le terrain» et que «les échanges des délégations ont été assez intenses». Il a aussi remercié Sergueï Lavrov, au nom de ses confrères de l'AES,

pour l'accueil chaleureux dont ils font l'objet depuis leur arrivée en Russie. Les ministres des Affaires étrangères du Mali, du Niger et du Burkina Faso effectuent une visite de travail à Moscou, à l'invitation de leur homologue russe, Sergueï Lavrov. Cette «première session des consultations entre l'Alliance des États du Sahel et la Russie» vise à renforcer les relations entre Moscou et ces trois nations ouest-africaines qui œuvrent pour leur souveraineté.

RUSSIE - SAHEL

Lavrov évoque le développement de la coopération sécuritaire

La coopération entre la Russie et le Sahel dans le domaine de la défense affiche un développement actif, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à l'ouverture des pourparlers avec ses homologues du Mali, du Niger et du Burkina Faso, les pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES).

«La coopération dans le domaine de la défense se développe activement. Nos militaires coopèrent activement avec leurs collègues maliens. Nous assurons la formation d'effectifs pour les forces armées du Mali, ainsi que les métiers civils. Il s'agit d'une dimension humaine importante de notre travail», a-t-il souligné.

Selon lui, les pays ont également établi une coordination étroite en matière

de politique étrangère, notamment dans le cadre du Groupe d'amis pour la défense de la Charte de l'ONU et sur d'autres plateformes multilatérales, notamment différents formats de partenariat entre la Russie et l'Afrique. «Je suis certain que l'échange d'aujourd'hui permettra de promouvoir plus activement et efficacement toutes les ententes conclues entre nos dirigeants», a souligné Sergueï Lavrov.

CONSULTATIONS POLITIQUES

Tony Bolamba présente ses propositions en quatre points

Un des acteurs majeurs de la scène politique congolaise, Tony Cassius Bolamba ne pourra malheureusement pas prendre part aux consultations politiques actuelles visant la formation d'un nouveau gouvernement de cohésion nationale.

Un souci d'agenda est à la base de la non-participation de l'initiateur du Mouvement pour le Congo (Moco) et ancien candidat à la présidentielle de 2023 aux consultations pilotées par le conseiller spécial du chef de l'État en matière de sécurité. À cela s'ajoutent l'absence des leaders politiques de l'opposition, particulièrement ceux mentionnés dans son message du 31 décembre 2023 ainsi que le manque d'organisation des services qui accompagnent le conseiller spécial dans cette mission.

Toutefois, dans le souci de faire avancer tous les processus de paix mis en place, Tony Bolamba a fait part au conseiller spécial ses avis résumés en quatre points



Tony Cassius Bolamba

pour transmission au président de la République. Primo, intégrer les acteurs politiques de l'opposition pour la mise en place d'un

gouvernement de large ouverture afin de favoriser la cohésion nationale; secundo, charger une équipe de personnalités et quelques

membres du gouvernement d'Union nationale pour engager des pourparlers de paix avec les belligérants armés et tous les acteurs

politiques en exil et ceux absents dans les consultations en symbiose avec la démarche engagée par la Conférence épiscopale nationale du Congo et l'Église du Christ au Congo avec l'accompagnement de certains chefs d'État africains; Tertio, apaiser les tensions avec les pays voisins et réchauffer les liens diplomatiques pour consolider l'unité africaine; quarto, mettre en application le plan d'austérité budgétaire en commençant par la réduction des dépenses des membres du gouvernement afin de faire des économies pour favoriser la création d'une classe moyenne et réduire les inégalités sociales au pays.

Sylvain Andema

FRANCE-ALGÉRIE

Alger et Paris réchauffent leur relation bilatérale

Paris et Alger tentent de réchauffer une relation bilatérale refroidie par des mois de crise diplomatique. Jean-Noël Barrot, Gérald Darmanin et Emmanuel Macron vont rencontrer prochainement leur homologue algérien.

Après des mois de crise diplomatique, Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune ont acté une relance de la relation bilatérale, brouillée notamment par la reconnaissance par la France de la marocanité du Sahara Occidental, l'emprisonnement de l'écrivain franco-algérien Boulem Sansal. Terminée la guerre de tranchées où les deux parties restent campées sur leurs positions, Alger et Paris ont chacun lâché du lest sur les sujets les plus houleux. Jouant la carte de leur relation personnelle pour surmonter les difficultés entre les deux pays, les deux présidents ont eu au téléphone « un long échange franc et amical » le jour de l'Aïd el-Fitr, marquant la fin du ramadan. L'occasion de passer l'éponge sur la crise diplomatique et d'affirmer « leur volonté de renouer le dialogue fructueux » engagé en 2022, avec la Déclaration d'Alger sur les questions mémorielles.

Pour éviter que ne s'élèvent des voix discordantes, notamment celle de Bruno Retailleau, Emmanuel Macron a réuni ses troupes le soir du 1er avril à l'Élysée. Outre le ministre de l'Intérieur étaient présents le garde des Sceaux, Gérald Darmanin, le chef de la diplomatie, Jean-Noël Barrot, ainsi que les ministres de la Culture, Rachida Dati, et celui de l'Économie, Éric Lombard. Paris entend résoudre les tensions avec Alger « avec exigence et sans aucune faiblesse », affirme en amont Jean-Noël Barrot. « Les ten-



sions entre la France et l'Algérie, dont nous ne sommes pas à l'origine, ne sont dans l'intérêt de personne, ni de la France, ni de l'Algérie », a-t-il déclaré devant l'Assemblée nationale, soulignant que « le dialogue et la fermeté ne sont en aucun cas contradictoires ».

« Dialogue d'égal à égal »

Lors de leur appel, Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune « ont convenu que la force des liens unissant la France et l'Algérie, les intérêts stratégiques et de sécurité respectifs des deux pays, les défis et crises auxquels l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique étaient confrontées exigeaient le re-

tour à ce dialogue d'égal à égal », précise un communiqué commun publié dans la foulée. Pour tisser plus solidement ces nouveaux liens, les gouvernements français et algérien prévoient plusieurs rencontres bilatérales. Le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot se rendra à Alger le 6 avril afin de « donner rapidement » le nouvel élan souhaité à la relation. De même, le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, devrait lui aussi prochainement effectuer une visite afin de relancer la coopération judiciaire. Enfin, Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune ont arrêté de leur côté « le principe d'une rencontre prochaine ».

Noël Ndong

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

La France prend la présidence tournante

La France a pris la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies pour le mois d'avril, avec à sa tête l'ambassadeur Jérôme Bonnafont.

L'ordre du jour consiste à diriger le Conseil de sécurité afin de s'assurer qu'il s'occupe des guerres en Ukraine, au Moyen-Orient, en Afrique et en Haïti. Pour ce Conseil, la question la plus urgente est de savoir si les annonces concernant les discussions sur le cessez-le-feu en Ukraine produiront des résultats, a souligné Jérôme Bonnafont.

« En tant que président du Conseil de sécurité, nous serons ouverts à toute suggestion des membres afin que ce qui se passe actuellement entre les États-Unis, l'Ukraine et la Russie soit poussé dans la bonne direction par les Nations unies en tant qu'obligation », a-t-il précisé.

Au cours du mois, le Conseil de sécurité devrait se réunir pour son débat public trimestriel sur le Moyen-Orient et la création d'un État palestinien. Jérôme Bonnafont a déclaré que la situation était « très préoccupante », ajoutant que le Conseil devrait agir sur un certain nombre de points, notamment Gaza et le conflit israélo-palestinien, plus largement le Liban et la Syrie.

N.Nd.

POLICE NATIONALE CONGOLAISE

Kantu Bakulu Israël,
le nouveau commissaire
provincial de Kinshasa

Le président de la République, Félix Tshisekedi, a procédé à une restructuration de la Police nationale congolaise (PNC) à travers une série d'ordonnances lues à la Radio-Télévision nationale congolaise, le 2 avril.

Les nominations et les mutations effectuées sont censées insuffler une dynamique nouvelle au sein de la PNC. Le grand changement à retenir est le départ de Blaise Kilimbalimba, l'ancien commissaire divisionnaire principal de la ville de Kinshasa. Il quitte son poste pour la province du Haut-Katanga où il occupera les mêmes fonctions et est remplacé par par Kantu Bakulu Israël. Ce dernier sera assisté par le commissaire divisionnaire principal Fiston Numbi Kalubi.

Du nouveau patron de la police de Kinshasa, on ne sait pas grand-chose. Les quelques indiscretions qui fuitent laissent entendre qu'il a précédemment servi, en 2023, comme commandant de la police dans la province du Kongo-Central. Durant son mandat, il s'est distingué par son engagement à relever plusieurs défis sécuritaires majeurs dont la lutte contre le phénomène «Kuluna», la problématique des coupeurs de route sur la Route nationale 1 et la lutte contre les bandits armés.

D'autres changements sont à signaler, notamment le cas de Sylvano Kasongo qui occupait le poste de commissaire provincial de la police du Kasai depuis juillet 2023 qui est transféré dans la province du Bas-Uélé.

Le commissaire divisionnaire Elvis Palanga a été promu commandant de la police pour le Kasai central tandis que François Kabeya Makosa se chargera du commissariat provincial de la police dans le Haut-Lomami. Le commissaire Ngoy Sengolalio, pour sa part, a été désigné commandant de l'Unité de protection des hautes personnalités.

Sylvain Andema

NÉCROLOGIE



La famille Assama et Mme Henriette Ibata Amboukou ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fille, Assama Elaka Josia Curie, survenu à Brazzaville le 27 mars.

La veillée mortuaire se tient au N° 94 rue Bouenza, Talangai, avenue Manatay (réf : arrêt Manguier).

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et
des Congolais de la diaspora en Europe

Prestige Mboundou a réussi le tir au but de la qualification du TSC pour les demi-finales de la Coupe de Serbie/DR

Bulgarie, 27e journée, 1re division

Le Lokomotiv Sofia s'incline chez le CSKA 1948 (0-1). Ryan Bidounga était titulaire face à son ancien club. Le Lokomotiv est 13e à 12 points des play-offs.

Italie, demi-finale aller de la Coupe

Le Milan AC concède le match nul face à l'Inter (0-0). Remplaçant, Warren Bondo est entré à la 88e minute. Match

retour le 23 avril.

Serbie, quart de finale de la Coupe

Le TSC se qualifie aux tirs au but (10 à 9) sur le terrain du FK Partizan Belgrade. Entré à la 57e minute, Prestige Mboundou a inscrit le tir au but de la victoire.

En demi-finale, le TSC Backa affrontera le FK Vojvodina.

Suisse, 30e journée, 1re division

Le Servette s'incline à domi-

cile face aux Young Boys de Berne (0-1), avec Bradley Mazikou titulaire.

Lausanne prend un point chez le FC Zurich (2-2). Kévin Mouanga a joué toute la rencontre dans l'axe, tandis que Morgan Poaty est entré à la 62e minute. Au classement, le Servette reste premier avec deux points d'avance sur le FC Bâle, tandis que Lausanne est 7e à cinq points des play-offs.

Camille Delourme

IN MEMORIAM

6 avril 1985 - 6 avril 2025, quarante ans déjà que lkombo-Okiéli, cette humble dame sans histoires et qui a donné sa vie pour sa famille, fut arrachée à l'affection des siens.

Paul Dinga, Marie Otou respectivement son fils et sa fille, ainsi que leurs fils, filles, petits-fils et petites-filles, dont l'affection pour lui reste inaliénable, prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour le repos de son âme.

A cette occasion des messes pour le repos de son âme seront dites, le dimanche 6 avril 2025 aux églises Sainte-Rita de Moukondo, Saint-Joseph et Saint-Jean-Baptiste de Talangai.

Paix éternelle !



CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Mouélé Pamela Aliçon.

Je désire être appelée désormais Mouélé Pamela Aliçon. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

OUVERTURE OFFICIELLE DU CABINET D'AVOCAT

GILLES HERVÉ MARCEL GALIBA

Avocat à la Cour et Avocat d'affaires

Tel : 06 452 62 23 / 05 698 82 27

Mail : gilles.galiba@gmail.com

Adresse : 100, Av. de la pointe hollandaise

Mpila, Poto-Poto, Brazzaville



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

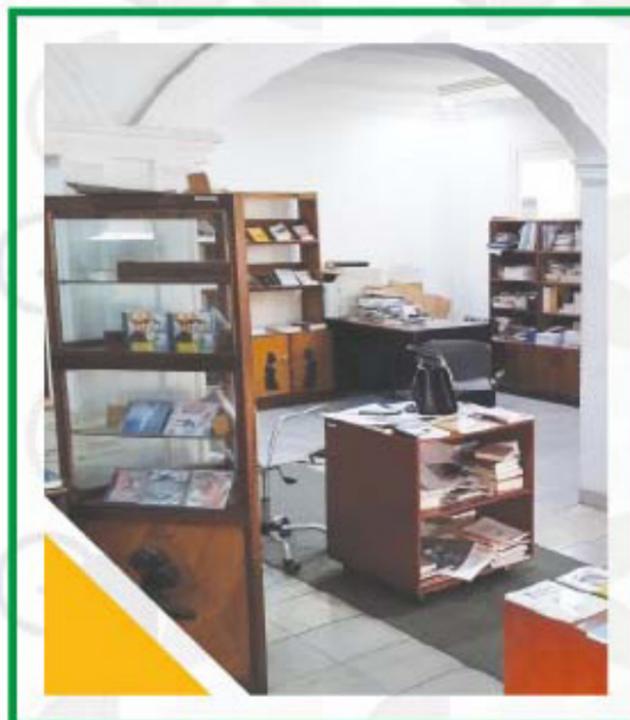
- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

FLÉCHÉS 12x15 • N°13 • © FORTISSIMOTS 2007

EFFLEURÉE PETIT VILLAGE	ADAN- DONNÉE FRUIT ROUGE	LEQUEL CONSTER- NÉS	PESANT	PROTÈGE LE MAJEUR FONTE DES NEIGES	DÉSINTÈ- RESSE REÇOIT LES BULLETINS
			ARÔME ROTI DE VEAU		
GROSSIER COUVRE- CHEF				DIEU SOLAIRE	
		TRÈS PRESSE DÉBRILLÉ			
RÉCITAL AMOUREUX COUTUMES				DUPE CONDIMENT	
	BEAUCOUP NATURISTE		DONNE LE TON AUTRUCHE		ÉTAT AMÉRICAIN
VITALITÉ DIVERTIS- SEMENT				FAC DE TECHNO NIVELA	
		ARTICLE ÉTRANGER ÉCRITIGNE	POUR FAIRE LA BIÈRE JEUNE FILLE VERTUEUSE		PARTIE DE TENNIS
ÉLÉGANT	CONVOITER INDIEN ET RELIGIEUX			BONNE CARTE CALEPIN	
		PEINTURE À L'EAU COUSIN DU LOIR			
SÉPARÉS DU RESTE REPAIRE			POSSESSIF GENDARME DE LA TÉLÉ		MONNAIE COURANTE
		DRÔLE D'OISEAU			BOISSON
BAISSES DE NIVEAU BAS DE GAMME				À L'ÉTAT NATUREL CONDITION	
	INTERJEC- TION		ENNUIERA		
CANAL DU PIP				DE MÈME	

MOTS MÊLÉS N°13 • © FORTISSIMOTS 2010

D	A	J	T	T	R	O	N	C	H	L	S
E	P	L	O	M	B	O	U	R	S	E	U
V	E	E	A	U	B	E	R	G	E	E	R
O	N	A	Q	N	R	A	E	N	L	C	I
I	I	L	O	U	E	N	D	B	O	A	M
R	B	B	T	E	I	O	A	G	V	N	I
I	M	U	T	R	L	P	C	L	E	A	C
E	O	M	A	O	E	G	E	H	N	R	H
B	C	M	R	E	T	S	U	G	E	D	E
O	O	I	F	L	A	M	M	E	B	R	M
R	E	S	S	A	R	C	I	N	V	O	I
T	I	M	B	R	E	F	U	S	E	A	N

- | | | |
|----------|----------|---------|
| ALBUM | CANARD | JOURNAL |
| ATELIER | CHEMIN | OBEIR |
| AUBERGE | CHERI | OVNI |
| AVEUGLE | COMBINE | PLOMB |
| BADGE | CRASSE | REFUS |
| BENEVOLE | DEGUSTER | ROMARIN |
| BLEU | DEVOIR | SURIMI |
| BONBON | ENDOLORI | TIMBRE |
| BOURSE | EQUIPE | TRONC |
| BOUTURE | FLAMME | |

SUDOKU • GRILLE N°15 • DIFFICILE •

8	6						2	3
		3	9		5	1		
1								5
	4	3		7	5			
5								2
		2	8		4	6		
9								7
		6	5		9	2		
2	4						5	9

SUDOKU • GRILLE N°16 • DIABOLIQUE •

2	9			5	8			
5			3	2				1
				7	2			
	2		4					8
7								9
4				3		1		
	4	8						
1			7	4				5
	9	6					7	2

SOLUTION DE LA GRILLE N°15 • DIFFICILE •

8	6	5	7	4	1	9	2	3
4	2	3	9	8	5	1	7	6
1	7	9	2	6	3	4	8	5
6	1	4	3	2	7	5	9	8
5	3	8	1	9	6	7	4	2
7	9	2	8	5	4	6	3	1
9	5	1	4	3	2	8	6	7
3	8	6	5	7	9	2	1	4
2	4	7	6	1	8	3	5	9

SOLUTION DE LA GRILLE N°16 • DIABOLIQUE •

2	9	3	1	6	5	8	4	7
5	4	7	3	2	8	9	6	1
6	1	8	4	9	7	2	5	3
9	6	2	5	4	1	7	3	8
3	7	1	2	8	6	5	9	4
4	8	5	7	3	9	1	2	6
7	3	4	8	5	2	6	1	9
1	2	6	9	7	4	3	8	5
8	5	9	6	1	3	4	7	2

FORTISSIMOTS • MOTS CROISÉS • N°13

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

HORIZONTALEMENT

- I. Un légume qui se transforme en carrosse pour Cendrillon. II. Un désodorisant, c'est fait pour masquer les mauvaises Un liquide indispensable à la vie. III. Adjectif démonstratif. Au-dessus du rez-de-chaussée, c'est le premier IV. Très connu. V. Coupe la laine des moutons. VI. Jour de fête et de cadeaux. Fait la liaison entre deux parties d'une phrase. VII. Atteint de la rage. Personne : il n'y a pas ... qui vive. VIII. Complètement stupéfaits. IX. Toute petite lumière. Négation. X. Dans. Je me suis moqué d'elle devant tout le monde, maintenant elle est

VERTICALEMENT

1. Rouge à points noirs, on l'appelle la "bête à bon Dieu". 2. Pensée. Pronom indéfini. Chiffre proche de zéro. 3. Pronom personnel. Plante qui grimpe le long des murs. 4. comme un renard. Note de musique. Des rayons du soleil contre lesquels il faut se protéger. 5. Métal jaune. C'est là qu'on prend le train. 6. Abimer. ... toi ! Viens ici. 7. 0 + 0 = la à Toto. La première page du journal. 8. Prénom féminin. Une sorte de phoque qu'on voit dans les cirques. 9. Le bord de mer dans les îles du Pacifique. Note de musique. 10. Obtenue. A la station service, on choisit entre ou essence.

C	D	Q	L	D	G					
H	A	M	E	A	U	O	D	E	U	R
R	U	S	T	I	Q	U	E	R	A	
B	E	R	E	T	U	R	G	E	N	T
S	E	R	E	N	A	D	E	E	U	
U	S	T	R	E	S	L	A	I		
E	N	E	R	G	I	E	I	U	T	
J	E	U	E	L	M	A	L	T		
D	E	S	I	R	E	R	A	S		
C	H	I	C	G	O	U	A	C	H	E
I	S	O	L	E	S	S	A	T		
A	N	T	R	E	I	C	A	R	E	
D	E	C	R	U	E	S	N	U	E	
D	O	H	O	R	A	S	E	R	A	
U	R	E	T	R	E	I	T	O	U	

FORTISSIMOTS • SOLUTION DES MOTS CROISÉS N°13

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	I	T	R	O	U	I	L	L	E
II	O	D	E	U	R	S	E	A	U	
III	C	E	S	E	T	A	G	E		
IV	C	E	L	E	B	R	E	O		
V	I	I				T	O	N	D	
VI	N	O	E	L	E	T				
VII	E	N	R	A	G	E	A	M	E	
VIII	L	R	A	H	U	R	I	S		
IX	L	U	E	U	R	N	I	E		
X	E	N	V	E	X	E	E	L		

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS N°13 :

Le mot-mystère est :

ATHLÈTE

COOPÉRATION

L'Algérie disposée à accompagner le Congo dans l'action de l'Etat en mer

L'ambassadeur d'Algérie au Congo, Azzedine Riache, a annoncé, le 2 avril à Brazzaville, la disponibilité de son pays à accompagner la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la mer et les eaux continentales, lors de son échange avec le secrétaire permanent du Comité interministériel, Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck.

Les voies et moyens permettant de renforcer la coopération bilatérale entre le Congo et l'Algérie ont été au menu de l'entrevue entre l'ambassadeur Azzedine Riache et le secrétaire permanent du Comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck.

Selon le diplomate algérien, cette rencontre s'est inscrite également dans le cadre des préparatifs de la tenue de la huitième session de la Commission mixte entre les deux pays. « Le secteur maritime fait partie de ceux qui retiennent notre intérêt pour le partage d'expérience et du savoir-faire », a-t-il indiqué.

La mise en œuvre réussie de la Stratégie nationale pour la mer et les eaux continentales, a déclaré l'ambassadeur, nécessite une expertise de haute facture. Ainsi, les deux personnalités ont évoqué l'actualisation du cadre juridique qui existe entre le Congo et



Échange entre Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck et la délégation algérienne conduite par son ambassadeur/Adiac

l'Algérie, notamment l'accord signé en 2017 en matière de formation. « La formation de la ressource humaine quali-

fiée et adaptée aux besoins actuels est primordiale dans l'accompagnement de la Stratégie nationale pour la

mer et les eaux continentales définie par le Congo », a fait savoir Azzedine Riache.

Par ailleurs, la possibilité de

mettre à jour l'accord bilatéral sur le transport maritime signé en 2006 et l'élaboration d'une feuille de route contenant les actions à réaliser dans le cadre de la coopération entre le Congo et l'Algérie, dans le domaine de l'action de l'Etat en mer, en fonction des besoins de la partie congolaise, font partie des sujets sur lesquels le diplomate algérien et Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck ont échangé.

Il convient de souligner que la Stratégie nationale pour la mer et les eaux continentales inclut les aspects de sécurité, sûreté maritime et fluviale du pays, d'économie maritime et fluviale, de gestion du littoral ou des localités en bordure des eaux continentales dans le strict respect de la protection de l'environnement. Cette stratégie est une prescription du décret n°2019-125 du 3 mai 2019, portant organisation et coordination de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales.

Rominique Makaya

FESTIVAL SLAMOUV 2025

Tic-tac, tic-tac !

À JJ-6, l'excitation est à son comble du côté de l'organisation du festival Slamouv qui se déroulera du 10 au 13 avril à Brazzaville. Prélude à ce festival international de poésie urbaine, une conférence de presse a été organisée le 3 avril à l'Institut français du Congo (IFC) afin de partager les spécificités de cette 4e édition.

Après trois éditions satisfaisantes et la toute dernière déployée dans trois villes, le festival Slamouv revient entièrement pour sa 4e édition à Brazzaville et promet de mettre la barre encore plus haute avec une programmation inédite et alléchante. Et c'est sur le thème « Pousser des racines et des ailes » que s'articulera l'ensemble des activités, à savoir conférences, spectacles et formation. « Ce thème met en évidence la tradition et la modernité. Nous sommes dans un village planétaire et de moins en moins, les humains s'apprécient tels qu'ils sont. En allant vers les autres, il est important de garder ses sources. Donc, cette thématique-là est une invitation à se réapproprier nos origines, se réapproprier

nos racines pour être compétitifs s'il faut le dire, ou simplement pouvoir apporter notre part d'individualité au monde », a expliqué Mariusca Moukengue, slameuse et directrice du Slamouv lors de la conférence de presse. Entourée des slameurs québécois MC Joanis et Gabriel Samsom I, de la slameuse congolaise Black day slam et de Léa Chagnolleau-Latouche, chargée de programmation à l'IFC, Mariusca Moukengue a détaillé avec enthousiasme la programmation de la 4e édition du festival. Les ateliers Slamouv avec l'artiste canadienne Marie-Malice débiteront le lundi 7 avril aux ateliers Sahm. Ouvert aux jeunes slameurs congolais et festivaliers, cet atelier se focalisera sur l'initiation au slam-poésie



Le panel lors de la conférence de presse prélude à la 4e édition du Slamouv/Adiac

en partant de l'écriture simple. En termes de rencontres professionnelles, Slamouv 2025 en comptera quatre sur diverses thématiques, à savoir « Artiste et communication » avec le journaliste culturel Wences Mouandzibi, « La création artistique et l'intelligence artificielle » avec l'opérateur culturel Jules Tchimbakala, « Doit-on couper nos racines pour pousser des ailes ? » avec l'écrivain et conseiller Emeraude Kouka, enfin « Comment trouver des programmations à l'international » avec la slameuse canadienne MC Joannis. Toutes ces conférences-débats se dérouleront à l'IFC et sont ouvertes gratuitement aux artistes, acteurs

culturels et à la société civile. Après l'avoir expérimenté de façon inédite l'an dernier à Pointe-Noire, le concert slam déambulatoire s'invite pour la toute première fois à Brazzaville lors de cette édition pour un show hors les murs. Concernant les concerts en salle, ils s'étendront du 10 au 13 avril dans la salle Savorgnan de l'IFC et l'entrée est payante. Plusieurs slameurs locaux et internationaux sont à découvrir pour la toute première fois au Slamouv comme Mr Totem, Mak'houd, Candide Senso, Ari'slam, Jessy B, Black day slam et Mo Nkusu du Congo ; Bee Jo de la Côte d'Ivoire, Gabriel Samsom I, MC Joannis et Jean Gardy du Ca-

nada ; Lola de France ; Osée Elektra et Corneille Chabala de la RDC. Cette année, certaines anciennes figures reviennent également. Il s'agit de Cardy Youelo, John Brown et Jorath du Congo ainsi que La voix de l'orphelin du Gabon. Outre le slam, la musique sera également au rendez-vous avec Lema, Djam Kiss, Latrix et Afara Tsena. Notons que tous les préparatifs en marge du Slamouv 2025 sont quasi au point pour accueillir le grand public et faire vibrer Brazzaville au rythme du slam. Du côté des artistes, qu'une seule envie : « être sur scène et donner le meilleur de soi », a confié Black day slam.

Merveille Jessica Atipo